

Madame, Monsieur,

Selon le ministère de l'écologie « *Plus de 87 % des territoires nouvellement artificialisés sont prélevés sur des territoires agricoles, le reste étant prélevé sur les forêts et les milieux semi-naturels.* » L'artificialisation gagne dans les périphéries des grandes agglomérations et notamment en Île-de-France où 22 % des terres sont artificialisées, un record, même si le rythme ralenti ailleurs.

Les conséquences du réchauffement climatique se font sentir sur l'ensemble de la planète notamment avec la progression de terres gagnées par le désert. Parallèlement la population augmente sur l'ensemble de la planète. Il est donc fondamental de conserver des terres agricoles pour nourrir l'ensemble de la planète. D'autant que la qualité des sols se détériore entre les conséquences du réchauffement climatique, les pollutions par les pesticides qui provoquent une réduction de biodiversité, les pratiques agricoles de labour profond et l'utilisation d'engins agricoles de plus en plus lourds qui ont pour résultat de tasser les sols. Cette détérioration entraîne une baisse des rendements agricoles.

Il est donc fondamental de conserver les terres agricoles pour la production alimentaire et encore plus lorsqu'il s'agit de très bonnes terres agricoles comme celles de la plaine de France où est prévu le projet EuropaCity.

Pour mettre en œuvre cette priorité à l'écologie sur l'économie, nous proposons d'inscrire la règle verte dans la constitution, c'est à dire le principe qu'il est interdit de prendre à la planète plus de ressources renouvelables que ce qu'elle peut reconstituer et produire, plus de déchets que ce qu'elle peut absorber.

Avec ce principe il serait donc impossible de construire un centre commercial sur des terres agricoles tout comme il serait impossible de construire un aéroport sur une zone humide.

De manière générale il faut sanctuariser les dernières terres agricoles en périphérie des villes et notamment des grandes agglomérations afin de conserver une ceinture verte de terres agricoles capables de ravitailler les villes en produits alimentaires de façon à privilégier les circuits courts. Ceci selon le principe produire local et manger local au maximum.

**La France  
insoumise**

**jlm2017.fr**

Jean-Luc  
**MÉLENCHON**

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par :

[courrier@jlm2017.fr](mailto:courrier@jlm2017.fr)

Pour régénérer la qualité des sols et la richesse de la biodiversité il faut de plus orienter cette production agricole vers une agriculture biologique respectueuse de la nature et des animaux, rémunératrice pour les paysans et productrice de produits sains pour les consommateurs. Un tel projet suppose des aides publiques pour permettre aux paysans cette transition et des marchés pour écouler les produits, c'est pourquoi nous proposons d'atteindre 100 % de bio dans la restauration collective. Cette réorientation agricole sera bonne pour la planète, pour les consommateurs, pour les paysans et pour l'emploi puisque ce type d'agriculture nécessite bien plus de main d'œuvre qu'il faudra d'ailleurs former.

Vous comprendrez qu'avec un tel programme nous refusons le projet d'EuropaCity et qu'une fois élu président Jean-Luc Mélenchon se donnera les moyens de le stopper et de mettre en œuvre les outils pour protéger ces terres agricoles si fertiles

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, je vous invite également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, sur le site <https://laec.fr/> ou en librairie et les livrets thématiques sur le site : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise